

C O N V E N T I O N
CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE SIGNAUX
PORTEURS DE PROGRAMMES TRANSMIS PAR SATELLITE

Les Etats contractants,

Constatant que l'utilisation de satellites pour la distribution de signaux porteurs de programmes croît rapidement tant en importance qu'en ce qui concerne l'étendue des zones géographiques desservies;

Préoccupés par le fait qu'il n'existe pas à l'échelle mondiale de système permettant de faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels Ils ne sont pas destinés et que l'absence d'un tel système risque d'entraver l'utilisation des communications par satellites;

Reconnaissant à cet égard l'importance des intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion;

Convaincus qu'un système International doit être établi, comportant des mesures propres à faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels Us ne sont pas destinés;

Conscients de la nécessité de ne porter atteinte en aucune façon aux conventions internationales déjà en vigueur, y compris la Convention internationale des télécommunications et le Règlement des radiocommunications annexé à cette Convention, et en particulier de n'entraver en rien une plus large acceptation de la 'Convention de Rome du 26 octobre 1961 qui accorde une protection aux artistes Interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

- i) «signal», tout vecteur produit électroniquement et apte à transmettre des programmes;
- ii) «programme», tout ensemble d'images, de sons ou d'images et de sons, qui est enregistré ou non et qui est incorporé dans des signaux destinés à être distribués;
- iii) «satellite», tout dispositif situé dans l'espace extra-terrestre et apte à transmettre des signaux;
- iv) «signal émis», tout signal porteur de programmes qui se dirige vers un satellite ou qui passé par un satellite;
- v) «signal dérivé», tout signal obtenu par la modification des caractéristiques techniques du signal émis, qu'il y ait eu ou non ou plusieurs fixations intermédiaires;

vi) «organisme d'origine», la personne physique ou morale qui décide de quel programme les signaux émis seront porteurs;

vii) «distributeur», la personne physique ou morale qui décide de la transmission des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci;

viii) distribution», toute opération par laquelle un distributeur transmet des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

Article 2

1) Tout Etat contractant s'engage à prendre des mesures adéquates pour faire obstacle à la distribution sur son territoire, ou à partir de son territoire, de signaux porteurs de programmes par tout distributeur auquel les signaux émis vers le satellite ou passant par le satellite ne sont pas destinés. Cet engagement s'étend au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant et où les signaux distribués sont des signaux dérivés.

2) Dans tout Etat contractant où l'application des mesures visées à l'alinéa 1) ci-dessus est limitée dans le temps, la durée de celle-ci est fixée par la législation nationale. Cette durée sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou si la législation nationale y relative entre en vigueur ou est modifiée ultérieurement dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cette législation ou de celle de sa modification.

3) L'engagement prévu à l'alinéa 1) ci-dessus ne s'étend pas à la distribution de signaux dérivés provenant de signaux déjà distribués par un distributeur auquel les signaux émis étaient destinés.

Article 3

La présente Convention n'est pas applicable lorsque les signaux émis par l'organisme d'origine, ou pour son compte, sont destinés à la réception directe par le public en général à partir du satellite.

Article 4

Aucun Etat contractant n'est tenu d'appliquer les mesures visées à l'article 2, alinéa 1), lorsque les signaux distribués sur son territoire, par un distributeur auquel les signaux émis ne sont pas destinés,

i) portent de courts extraits du programme porté par les signaux émis et contenant des comptes rendus d'événements d'actualité, mais seulement dans la mesure justifiée par le but d'information de ces extraits; ou bien,

ii) portent, à titre de citations, de courts extraits du programme porté par les signaux émis, sous réserve que de telles citations soient conformes aux bons usages et soient justifiées par leur but d'information; ou bien

iii) portent, dans le cas où le territoire est celui d'un Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, un programme porté par les signaux émis, sous réserve

que la distribution soit faite uniquement à des fins d'enseignement, y compris celui des adultes, ou de recherche scientifique.

Article 5

Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer la présente Convention en ce qui concerne les signaux émis avant l'entrée en vigueur de ladite Convention à l'égard de l'Etat considéré.

Article 6

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée au auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des législations nationales ou des conventions internationales.

Article 7

La présente Convention ne saurait en aucune façon être Interprétée comme limitant la compétence de tout Etat contractant d'appliquer sa législation nationale pour empêcher tout abus de monopole.

Article 8

1) A l'exception des dispositions des alinéas 2) et 3), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) Tout Etat contractant, dont la législation nationale en vigueur à la date du 21 mai 1974 le prévoit, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que pour son application la condition prévue dans l'article 2, alinéa 1). («au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant») sera considérée comme remplacée par la condition suivante: «au cas où les signaux émis le sont à partir du territoire d'un autre Etat contractant».

3) a) Tout Etat contractant qui, à la date du 21 mai 1974, limite ou exclut la protection à l'égard de la distribution des signaux porteurs de programmes au moyen de fils, câbles ou autres voies analogues de communication, distribution qui est limitée à un public d'abonnés, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que, dans la mesure où et tant que sa législation nationale limite ou exclut la protection, il n'appliquera pas la présente Convention aux distributions faites de cette manière.

b) Tout Etat, qui a déposé une notification en application du sous-alinéa a), notifiera par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans les six mois de leur entrée en vigueur, toutes modifications introduites dans sa législation nationale et en vertu desquelles la réserve faite aux termes de ce sous-alinéa devient inapplicable ou bien est limitée dans sa portée.

Article 9

- 1) La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle restera ouverte jusqu'à la date du 31 mars 1975 à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des Institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.
- 2) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires. Elle sera ouverte à l'adhésion des Etats visés à l'alinéa 1).
- 3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- 4) Il est entendu qu'au moment où un Etat devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions de la Convention.

Article 10

- 1) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.
- 2) A l'égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument.

Article 11

- 1) Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- 2) La dénonciation prendra effet douze mois après la date de la réception de la notification visée à l'alinéa 1).

Article 12

- 1) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.
- 2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, après consultation des Gouvernements Intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.
- 3) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie aux Etats visés à l'article 9, alinéa 1), ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, au Directeur général du Bureau international du travail et au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications:

i) les signatures de la présente Convention;

ii) le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

iii) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention aux termes de l'article 10, alinéa 1);

iv) le dépôt de toute notification visée à l'article 2, alinéa 2), ou à l'article 8, alinéas 2) ou 3), ainsi que le texte l'accompagnant;

v) la réception des notifications de dénonciation.

4) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention à tous les Etats visés à l'article 9, alinéa 1).

NESLUŽBENI PRIJEVOD

K O N V E N C I J A **O DISTRIBUCIJI SIGNALA ZA PRIJENOS PROGRAMA PREKO SATELITA**

Ugovorne države,

Imajući na umu da se upotreba satelita za distribuciju signala za prijenos programa veoma brzo razvija i po opsegu i po širini geografskog područja koje pokriva te

Zabrinute zbog činjenice da ne postoji svjetski sistem koji onemogućuje distributerima da šalju signale za prijenos programa preko satelita koji nisu njima namijenjeni i da nepostojanje takva sistema može ometati upotrebu komunikacija preko satelita;

Priznajući u vezi s time značenje interesa autora, umjetnika-izvođača, proizvođača gramofonskih ploča i radio-difuznih organizacija;

Uvjerene da treba stvoriti međunarodni sistem s mjerama koje će onemogućiti distributerima da šalju signale za prijenos programa preko satelita koji nisu njima namijenjeni;

Svjesne potrebe da ne treba ni na koji način narušiti postojeće međunarodne konvencije, uključujući Međunarodnu konvenciju o telekomunikacijama i priloženi uz ovu konvenciju

Pravilnik o radio-saobraćaju, a osobito da se ometa šire prihvaćanje Rimske konvencije od 26. listopada 1961, kojom se predviđa zaštita umjetnika-izvođača, proizvođača gramofonskih ploča i radio-difuznih organizacija,

dogovorile su se o ovome:

Član 1.

Za potrebe ove konvencije ovi izrazi označavaju:

- i) »signal« — frekvenciju stvorenu električno i prikladnu za otpremu programa;
- ii) »program« — zbroj materijala dobivenih neposredno ili snimanjem — koji se sastoji od slika, zvuka ili slika i zvuka prenesenih preko signala radi daljnje distribucije;
- iii) »satelit« — svaki uređaj postavljen u prostoru izvan zemlje i prikladan da otprema signale;
- iv) »emitirani signal« — svaki signal za prijenos programa koji se upućuje prema satelitu ili koji prolazi kroz satelit;
- v) »modificiran signal« — svaki signal dobiven modifikacijom tehničkih karakteristika emitiranog signala, bilo da je imao jednu promjenu ili više promjena;

vi) »početna organizacija« — fizička ili pravna osoba koja odlučuje koji će program prenositi emitirani signal;

vii) »distributer« — fizička ili pravna osoba koja odlučuje o tome hoće li prijenos modificiranih signala biti namijenjen široj publici ili nekome njezinom dijelu;

viii) »distribucija« — svaku radnju s pomoću koje distributer prenosi modificirani signal namijenjen široj publici ili nekome njezinom dijelu.

Član 2.

1. Svaka se ugovorna država obavezuje da poduzme odgovarajuće mjere kako bi, na svojem teritoriju ili sa svojeg teritorija, spriječila distribuciju signala za prijenos programa od strane svakog distributera kojemu signali, emitirani prema satelitu ili koji prolaze kroz satelit, nisu namijenjeni. Ova se obaveza odnosi na slučaj kad je početna organizacija iz neke drugo ugovorne države i kad su distribuirani signali modificirani signali.

2. U svakoj ugovornoj državi u kojoj je primjena mjera spomenutih u točki 1. ovog člana vremenski ograničena, trajanje te primjene određuje domaće zakonodavstvo. O trajanju primjene treba pismeno obavijestiti generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda u trenutku ratifikacije, prihvaćanja ili pristupanja ili ako nacionalni zakon kasnije stupa na snagu ili je naknadno izmijenjen, u roku od šest mjeseci od stupanja na snagu toga zakona ili te izmjene.

3. Obaveza predviđena u točki 1. ovog člana ne odnosi se na distribuciju modificiranih signala koji potječu od već distribuiranih signala od strane distributera kojemu su emitirani signali bili namijenjeni.

Član 3.

Ova se konvencija ne primjenjuje kad su signali što ih je emitirala početna organizacija koji su emitirani za njezin račun namijenjeni izravno primanju šire publike preko satelita.

Član 4.

Nijedna ugovorna država nije dužna primjenjivati mjere spomenute u članu 2. u točki 1, kad signali, što ih na njezinom teritoriju distribuira distributer kojemu ti emitirani signali nisu namijenjeni:

i) prenose kraće izvratke iz programa preko emitiranih signala i obuhvaćaju saopćenja o suvremenim događajima, ali samo u mjeri koja se opravdava svrhom informiranja o tim izabranim izvacima; ili

ii) prenose, u obliku citata, kratke izvratke iz programa preko emitiranih signala, uz uvjet da ti citati odgovaraju korektnoj upotrebi i da su opravdani svrhom informacije; ili pak

iii) prenose program preko emitiranih signala, uz uvjet da se distribucija obavlja samo radi prosvjećivanja odnosno obrazovanja odraslih ili znanstvenog istraživanja i da je riječ o teritoriju ugovorne države koja se, u skladu s praksom koju je utvrdila Generalna skupština Organizacije ujedinjenih naroda, tretira zemljom u razvoju.

Član 5.

Nijedna ugovorna država nije dužna primijeniti ovu konvenciju na signale emitirane prije stupanja na snagu spomenute konvencije u toj državi.

Član 6.

Ova se konvencija ne može ni na koji način tumačiti tako da ona ograničava ili otežava zaštitu koja se daje autorima, umjetnicima-izvođačima, proizvođačima gramofonskih ploča ili radio-difuznim organizacijama, na temelju domaćeg zakonodavstva ili međunarodnih konvencija.

Član 7.

Ova se konvencija ne može ni na koji način tumačiti tako da ona ograničava kompetenciju bilo koje ugovorne države u primjeni domaćeg zakonodavstva za sprečavanje svake zloupotrebe monopola.

Član 8.

1. Osim odredaba toč. 2. i 3. ovog člana, nije dopuštena nikakva rezerva na ovu konvenciju.
2. Svaka ugovorna država čije domaće zakonodavstvo koje je na snazi 21. svibnja 1974. to predviđa, može, pisanim saopćenjem deponiranim kod generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda, izjaviti da će se za njezinu primjenu uvjet predviđen u članu 2. u točki 1 (» slučaju da je početna organizacija iz neke druge ugovorne države«) smatrati zamijenjenim ovim uvjetom: »u slučaju kad su signali emitirani s teritorija neke druge ugovorne države«.
3. a) Svaka ugovorna država koja na dan 21. svibnja 1974. ograniči ili ukine zaštitu distribucije pretplatnicima signala za prijenos programa žicama, kabelima ili drugim sličnim komunikacijskim vezama, može pisanim saopćenjem, deponiranjem kod generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda, izjaviti da, u mjeri u kojoj domaće zakonodavstvo ograničava ili ukida zaštitu, ona neće primijeniti ovu konvenciju na takvu distribuciju.

b) Svaka ugovorna država koja je deponirala saopćenje u skladu s podtočkom a) obavještava pisanim putem generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda o svim izmjenama u domaćem zakonodavstvu u roku od 6 mjeseci od stupanja na snagu tih izmjena na temelju kojih sve rezerve iz prethodne podtočke postaju neprimjenjive ili ograničene po svojem opsegu.

Član 9.

1. Ova se konvencija deponira kod generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda i ostaje otvorena za potpisivanje do 31. ožujka 1975. svim državama koje su članice Organizacije ujedinjenih naroda, jedne od specijaliziranih ustanova Organizacije ujedinjenih naroda, Međunarodne agencije za atomsku energiju ili su sudionice Statuta Međunarodnog suda pravde.

2. Ova konvencija podliježe ratifikaciji ili prihvaćanju od strane država potpisnica. Ovoj konvenciji može pristupiti svaka država navedena u točki 1.

3. Instrumenti o ratifikaciji, prihvaćanju ili pristupanju deponiraju se kod generalnog sekretara Organizacije ujedinjenih naroda.

4. Smatra se da država, od časa kad se obaveže ovom konvencijom, treba da bude u stanju da u skladu sa svojim domaćim zakonodavstvom provodi u život odredbe ove konvencije.

Član 10.

1. Ova konvencija stupa na snagu 3 mjeseca nakon deponiranja petog instrumenta o ratifikaciji, prihvaćanju ili pristupanju.

2. Za svaku državu koja ratificira ili prihvati ovu konvenciju ili joj pristupi nakon predaje petog instrumenta o ratifikaciji, prihvaćanju ili pristupanju, Konvencija stupa na snagu 3 mjeseca nakon deponiranja tog instrumenta.

Član 11.

1. Svaka ugovorna država može otkazati ovu konvenciju pisanom notifikacijom generalnom sekretaru Organizacije ujedinjenih naroda.

2. Otkaz stupa na snagu 12 mjeseci nakon primitka notifikacije navedene u točki 1.

Član 12.

1. Ova je konvencija potpisana samo u po jednom primjerku na engleskome, španjolskom, francuskom i ruskom jeziku, pri čemu su sva četiri teksta jednako vjerodostojna.

2. Nakon konzultacija sa zainteresiranim vladama, generalni direktor Organizacije ujedinjenih naroda za prosvjetu, znanost i kulturu i generalni direktor Svjetske organizacije za intelektualno vlasništvo utvrdit će službene tekstove na arapskom, nizozemskom, njemačkom, talijanskom i portugalskom jeziku.

3. Generalni sekretar Organizacije ujedinjenih naroda obavještava državu navedene u članu 9. u točki 1, te generalnog direktora Organizacije ujedinjenih naroda za prosvjetu, znanost i kulturu, generalnog direktora Svjetske organizacije za intelektualno vlasništvo, generalnog direktora Međunarodnog biroa rada i generalnog sekretara Međunarodne unije za telekomunikacije o:

i) potpisivanju ove konvencije,

ii) deponiranju instrumenata o ratifikaciji, prihvaćanju ili pristupanju,

iii) datumu stupanja na snagu ove konvencije prema članu 10. točki 1,

iv) deponiranju svih saopćenja navedenih u članu u točki 2, ili u članu 8. u toč. 2. i 3, te njihovih popratnih tekstova,

v) primitku saopćenja o otkazivanju.

4) Generalni sekretar Organizacije ujedinjenih naroda dostavlja po dvije ovjerene kopije ove konvencije svim državama navedenim u članu 9. u točki 1.